

**Pour publication immédiate**

## **RD Congo : Le prix payé par la population civile pour l'opération militaire est inacceptable**

*Il faut renforcer de toute urgence la protection des populations civiles durement touchées*

(Goma, le 13 octobre 2009) – L'opération militaire Kimia II menée par le gouvernement congolais dans l'Est du Congo, appuyée par les soldats du maintien de la paix des Nations Unies et visant à contrer les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR, milices hutues rwandaises), a entraîné un coût inacceptable pour la population civile, ont déclaré aujourd'hui 84 groupes d'aide humanitaire et de défense des droits humains constituant la Congo Advocacy Coalition.

La coalition a exhorté les diplomates et représentants de l'ONU, qui doivent se rencontrer à Washington cette semaine pour discuter de la situation dans l'est du Congo et dans toute la région, à prendre des mesures immédiates pour renforcer la protection des civils.

*« Les conséquences de l'opération militaire actuelle sur le plan humanitaire et des droits humains sont tout simplement désastreuses », a indiqué Marcel Stoessel, directeur d'Oxfam. « Les soldats du maintien de la paix de l'ONU, qui ont un mandat de protection des civils, doivent de toute urgence travailler avec les forces gouvernementales pour garantir que les civils obtiennent la protection dont ils ont besoin faute de quoi ils doivent cesser leur soutien. »*

Depuis le début des opérations militaires contre les milices FDLR en janvier 2009, plus de 1 000 civils ont été tués, 7 000 femmes et filles ont été violées et plus de 6 000 logements ont été détruits par le feu dans les provinces orientales du Nord Kivu et du Sud Kivu. Près de 900 000 personnes ont été forcées d'abandonner leurs maisons et vivent dans des conditions désespérées avec des familles d'accueil, dans des zones forestières ou dans des camps sordides pour personnes déplacées avec un accès limité à la nourriture et aux médicaments.

Les images satellites recueillies par l'American Association for the Advancement of Science (AAAS) apportent la confirmation visuelle des destructions généralisées de maisons et de villages. A Busurungi, l'une des principales villes dans la région de Walualoanda (Nord Kivu) et dans un rayon de cent kilomètres carrés, l'AAAS estime que 1 494 maisons et structures ont été détruites, dont certaines pas plus tard qu'au mois de septembre, portant à environ 80% le taux de destruction. (Pour consulter une sélection d'images, voir <http://www.hrw.org/en/node/86034>.)

Nombre des meurtres ont été commis par les milices FDLR qui ont délibérément pris les civils pour cible en représailles pour la décision prise par leur gouvernement de déclencher des opérations militaires contre leur groupe. Les soldats du gouvernement congolais ont également pris des civils pour cible en commettant des meurtres ainsi que des viols, des pillages, du travail forcé et des arrestations arbitraires de façon systématique.

Selon de froids calculs établis par la coalition, pour chaque combattant rebelle désarmé au cours de l'opération, un civil a été tué, sept femmes et filles ont été violées, six maisons ont été réduites en cendres, et 900 personnes ont été forcées d'abandonner leurs maisons. (Voir le tableau joint.)

Les violences sexuelles ont été encore plus brutales dans les zones touchées par l'opération Kimia II. « *Nous constatons davantage de cas de mutilation, d'extrême violence et de torture dans les violences sexuelles commises contre les femmes et les filles, et un bien plus grand nombre des victimes sont des enfants* », a déclaré Immaculée Birhaheka de Promotion et Appui aux Initiatives Féminines (PAIF).

Des personnes qui étaient auparavant déplacées dans les Kivus sont retournées chez elles dans des zones devenues relativement sûres. Mais les opérations militaires en cours ont causé de nouveaux déplacements de civils dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Lubero, Walikale, Kabare, Kalehe, Walungu, Shabunda et Uvira, dans le Nord Kivu et le Sud Kivu, de même que dans la province de Maniema au sud et du Katanga au nord. De nombreux civils qui ont récemment quitté des camps pour personnes déplacées aux environs de Goma et ailleurs ont continué vers des sites de déplacement secondaires car ils ont peur de rentrer chez eux.

La MONUC, mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo, a appuyé l'armée congolaise dans l'opération Kimia II depuis le mois de mars, à la suite d'une opération militaire conjointe rwandaise et congolaise contre les milices FDLR, dont certains des dirigeants ont participé au génocide au Rwanda en 1994. Selon les statistiques de l'ONU, 1 071 combattants des FDLR ont déposé les armes et ont été rapatriés au Rwanda depuis janvier. Les forces du groupe avant que ne commencent les opérations militaires étaient estimées entre 6 000 à 7 000 combattants. De nombreux témoignages signalent que les FDLR ont recruté de nouveaux combattants pour remplacer certains de ceux qui ont été rapatriés.

Les soldats du maintien de la paix de l'ONU fournissent un appui significatif à l'opération Kimia II, à savoir une expertise stratégique, un soutien en matière de transport et d'aviation, ainsi que des rations alimentaires, du carburant et une aide médicale aux soldats de l'armée congolaise, pour un coût évalué à bien plus de 6 millions de dollars américains. En dépit de ce soutien, les soldats du maintien de la paix de l'ONU n'ont pas usé de leur influence pour inciter le gouvernement à empêcher les commandants connus pour leur passé d'atteintes aux droits humains de participer aux opérations.

*« Avec un pareil investissement, l'ONU a de l'influence et ne devrait pas garder le silence quand des violations sont commises », a insisté Anneke Van Woudenberg, chercheuse senior à Human Rights Watch. « L'ONU doit affirmer clairement que si le gouvernement congolais souhaite continuer à compter sur le soutien militaire des Casques bleus, l'armée congolaise devra retirer ses soldats ayant commis des exactions de leurs postes de commandement, et mettre fin aux attaques perpétrées par ses soldats contre des civils. »*

Les attaques en représailles contre des populations non armées commises par les milices FDLR ont rendu la tâche de protection des civils encore plus complexe pour le gouvernement congolais et les soldats du maintien de la paix de l'ONU. Néanmoins, les 3 000 soldats supplémentaires du maintien de la paix de l'ONU autorisés par le Conseil de sécurité de l'ONU en novembre 2008 commencent à peine à arriver dans l'est du Congo, et les hélicoptères ainsi que le soutien en matière de renseignement demandés par les fonctionnaires de l'ONU ne se sont toujours pas concrétisés.

La coalition a indiqué que le désarmement des milices FDLR devait rester une priorité impérative pour le gouvernement congolais et les soldats du maintien de la paix de l'ONU, mais qu'ils devaient agir de toute urgence pour améliorer la protection des civils. La coalition a exhorté les diplomates et représentants de l'ONU lors de leur prochaine rencontre à Washington, DC, au Groupe de contact des Grands Lacs, à :

1. Insister pour une approche globale, multi facettes, en vue du désarmement des milices FDLR qui mette en avant la protection des civils. Cette approche devrait inclure l'arrestation et l'ouverture de procédures judiciaires contre les individus recherchés pour génocide et autres crimes graves plus récents, y compris les dirigeants des FDLR basés en Europe et ailleurs, et la réforme du programme de désarmement et démobilisation, entre autres mesures.
2. Insister sur le devoir de rendre des comptes afin de garantir que les auteurs d'atteintes graves aux droits humains, notamment les violences sexuelles, sont traduits en justice quel que soit leur rang. Exhorter l'ONU à faire dépendre son soutien d'une action efficace des autorités militaires pour mettre un frein aux exactions contre les civils.
3. Faire pression sur le gouvernement congolais pour qu'il élabore et mette en pratique un plan d'action afin d'empêcher et de faire cesser le recrutement d'enfants dans l'armée congolaise et dans d'autres groupes armés, et insister pour que les commandants coopèrent avec les spécialistes de la protection de l'enfant qui contrôlent les troupes afin d'identifier les enfants se trouvant dans leurs rangs.
4. Soutenir des réformes militaires globales menées par le gouvernement congolais, avec des contrôles stricts sur l'utilisation des fonds des donateurs.
5. Garantir que les soldats du maintien de la paix de l'ONU disposent des ressources nécessaires de toute urgence pour mener à bien leur mandat de protection des civils.

**Pour consulter d'autres actions de la Congo Advocacy Coalition, veuillez suivre les liens :**

- « RD Congo : Les ONG craignent pour la sécurité des civils » (communiqué de presse de février 2009) :  
<http://www.hrw.org/fr/news/2009/02/06/rd-congo-les-ong-craignent-pour-la-s-curit-des-civils>
- « RD Congo : Hillary Clinton devrait attirer l'attention sur les problèmes de viol et de justice » (communiqué de presse d'août 2009) :  
<http://www.hrw.org/fr/news/2009/08/10/rd-congo-hillary-clinton-devrait-attirer-l-attention-sur-les-probl-mes-de-viol-et-de>

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

A New York, pour Human Rights Watch, Anneke Van Woudenberg (anglais, français): +44-77-1166-4960 (portable), +44-20-7713-2781 ou par email à [woudena@hrw.org](mailto:woudena@hrw.org)

A Kinshasa, pour Oxfam International, Marcel Stoessel (anglais, français): +243-(0)81-700-7135, +243- (0)99-332-8250 ; ou +44-1865-472530, +44-7769-887139

A Goma, pour le Norwegian Refugee Council, Ulrika Blom Mondlane (anglais): +243-(0)81-086-9030

A Bukavu, pour Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP), Raphael Wakenge (français, swahili): +243-99-771-6878

A Goma, pour Promotion et Appui aux Initiatives Féminines (PAIF), Immaculée Birhaheka (français, swahili) : +243-99-773-5060

La **Congo Advocacy Coalition**, constituée d'organisations non gouvernementales congolaises et internationales, a été créée en juillet 2008 pour plaider pour une plus grande protection des civils et le respect des droits humains dans le processus de paix dans l'est du Congo. Les membres du comité d'organisation de la coalition sont : **ActionAid, ENOUGH Project, Human Rights Watch, Norwegian Refugee Council (NRC), Oxfam, War Child Holland, Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CRONGD) - Nord Kivu, Promotion et Appui aux Initiatives Féminines (PAIF) – Nord Kivu, Institut Congolais pour la Justice et la Paix (ICJP) – Sud Kivu, et Association des Femmes Juristes du Congo (AFEJUCO) – Sud Kivu.**

**Autres signataires :**

**ONG internationales :** Beati i costruttori di pace (Blessed Are the Peacemakers) Italy, Change Agents for Peace International (CAPI), Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, Cooperazione Internazionale (COOPI), Global Witness, International Crisis Group, Johanniter-Unfall-Hilfe e.V. - International Assistance, Norwegian Church Aid in the Great Lakes, Refugees International.

**ONG congolaises :** Action de Promotion et d'Assistance pour l'Amélioration du Niveau des Vies des Populations (APANIVIP), Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda (ACADHOSHA), Action Paysanne pour la Reconstruction et le Développement Communautaire (APREDECI), Action Pour Enfants Oubliés (APEO), Action pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant (APFE), Action Sociale pour la Paix et le Développement (ASPD), ADIF, AFCD, AFECEF, AFEM, ALCM, AMALDEFEA, AMUD, APED, APEF, APROSEM, Association des Volontaires du Congo (ASVOCO), BDENA, Blessed Aid, Carrefour d'Idées Pour le Développement Intégral (CIDI)/NK, CDNK, CEDAC, Centre d'Appui pour le Développement Rural Communautaire (CADERCO), Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO), Centre d'Etudes et de Recherches en Education de Base pour le Développement Intégré (CEREB), Centre Olame, Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle (CCJT), Collectif des Associations Féminines pour le Développement (CAFED), Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo (COJESKI), Construisons la Paix et le Développement Intégral (COPADI), Cover Congo, CRONGD Sud Kivu, Encadrement des Femmes Indigènes et des Femmes Vulnérables (EFIM), ERND Institute, FIDES, GAMAC, Groupe d'Assistance aux Marginalisés (GAM)- Kabare, Groupe de Travail Climat, Groupe d'Etudes et d'Actions Pour un Développement Bien Défini (GEAD), Groupe Jérémie, Héritiers de la Justice, LAV, Le Centre de promotion socio-sanitaire (CEPROSSAN), LUCODE, OCET, PAMI, Programme de Promotion des Soins de Santé Primaires (PPSSP), Programme du Développement Social (PRODES), Promotion de la Démocratie et Protection des Droits Humains (PDH), RECOPRIBA, REDD, Réseau des Associations de Droits de l'Homme (RADHOSKI), Réseau Provincial des ONG de Droits de l'Homme (REPRODHO)-Nord Kivu, RFDP, SARCAF, SIDE, Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI), Solidarité pour la Promotion sociale et la Paix (SOPROP), Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles (SFVS), UCOOPANOKI, Union des Comités pour le Développement (UCODE), UPADERI, UWAKI, VODER, Volontaires d'Autopromotion Solidaires (VAS).

## Résultats des opérations militaires contre les FDLR depuis janvier 2009

<u>Réussites</u>	<u>Coûts</u>
1 071 combattants FDLR rapatriés <sup>1</sup>	1 143 civils tués, dont au moins 10 chefs locaux <sup>2</sup>
Environ 250 à 300 combattants FDLR tués <sup>3</sup>	7 000 femmes et filles violées, dont la majorité par les FDLR et les soldats des FARDC déployés lors des opérations militaires. <sup>4</sup>
1 632 personnes dépendant des FDLR sont retournées au Rwanda <sup>5</sup>	Près de 900 000 civils forcés d'abandonner leurs maisons depuis janvier 2009 dans le Nord Kivu et le Sud Kivu <sup>6</sup>
10 949 réfugiés rwandais sont retournés au Rwanda <sup>7</sup>	6 037 logements détruits par le feu ( <i>tant par les FDLR que par les FARDC</i> ) <sup>8</sup>
Les FDLR partiellement coupés de leurs sources de revenus	123 attaques des FDLR contre des villages, causant des morts parmi les civils <sup>9</sup>
Des dizaines de milliers de personnes déplacées dans le Nord Kivu et le Sud Kivu sont rentrées chez elles <sup>10</sup>	Des centaines de civils enrôlés pour effectuer du travail forcé temporaire <sup>11</sup>
La structure militaire des FDLR serait affaiblie, bien que la capacité de s'en prendre aux civils demeure intacte	Nouveaux recrutements dans les rangs des FDLR, y compris d'enfants <sup>12</sup>
Amélioration dans les relations entre le Rwanda et la RDC. Intégration des CNDP et d'autres groupes armés dans l'armée congolaise, mais cette intégration reste fragile	Plusieurs groupes armés ne sont toujours pas intégrés, maintiennent des structures de commandement parallèles ou menacent d'abandonner le processus d'intégration

<sup>1</sup> Statistiques du programme de DDRRR de l'ONU de janvier à septembre 2009

<sup>2</sup> Statistiques tirées d'enquêtes faites par Human Rights Watch avec des informations complémentaires issues de rapports internes de la MONUC et de sources locales fiables. Human Rights Watch détient des informations faisant état de 476 autres décès non encore confirmés.

<sup>3</sup> Estimations données à Human Rights Watch par des experts militaires et autres des FDLR.

<sup>4</sup> 4 658 nouveaux cas ont été recensés par le FPA de l'ONU au Nord Kivu et au Sud Kivu entre janvier et juin 2009. Les statistiques ne sont pas finalisées pour la période allant de juillet jusqu'à la mi-octobre, mais les rapports préliminaires indiquent que des cas ont été recensés dans une proportion comparable. Dans le Sud Kivu, 2 584 cas ont été recensés pour le premier semestre 2009, contre 2 883 cas recensés pour toute l'année 2008.

<sup>5</sup> Statistiques du programme de DDRRR de l'ONU allant de janvier à septembre 2009.

<sup>6</sup> Statistiques d'OCHA de janvier à août 2009.

<sup>7</sup> Statistiques du HCR, du 1<sup>er</sup> janvier au 25 septembre 2009.

<sup>8</sup> Documenté par Human Rights Watch.

<sup>9</sup> Documenté par Human Rights Watch.

<sup>10</sup> Les personnes qui sont retournées chez elles sont surtout des déplacés à la suite de vagues de violence précédentes, avant janvier 2009. Les statistiques exactes portant sur les personnes retournées dans leur région d'origine sont inconnues. Nombre des personnes déplacées qui ont récemment quitté les camps pour personnes déplacées des environs de Goma et d'ailleurs se sont rendues sur de nouveaux sites de déplacement secondaires car elles craignent encore de rentrer chez elles.

<sup>11</sup> Documenté par Human Rights Watch.

<sup>12</sup> Renseignements sur le recrutement collectés par Human Rights Watch.